

Le logement social doit s'adapter à l'âge

AGEN

jp.deroudille@sudouest.fr

Infirmière de formation, Édith Vayssières est une jeune retraitée de 62 ans qui a choisi de poursuivre à mi-temps une activité professionnelle. Et elle ne pense pas s'arrêter avant d'avoir achevé sa tâche actuelle. À la demande de Muriel Boulmier, la directrice de Ciliopée - groupe de logement social lot-et-garonnais - cette ancienne directrice de maison de retraite a, en effet, accepté la mission de faire l'état des lieux et d'adapter l'habitat locatif du bailleur au vieillissement des ses résidents. Une mission qu'elle effectue à temps partiel depuis décembre 2011, au rythme de 26 heures par semaine.

Au moment où un rapport officiel sort sur ce sujet sensible (lire par ailleurs), Édith est déjà au cœur de la thématique puisqu'elle rend visite à tous les locataires de plus de 70 ans pour tenter d'identifier tous les problèmes qu'ils rencontrent ou seraient susceptibles de rencontrer au fur et à mesure. Quand on lui demande comment se passent ces entretiens, elle prévient : « On ne parle pas tout de suite du logement. On évoque la santé, les revenus... Très souvent, il faut passer par de nombreux détours pour arriver à détecter un problème. »

Un exemple concret : à cet âge, les personnes qui ont bénéficié de la pose d'une prothèse de la hanche ne sont pas rares. Au départ, elles retrouvent une mobilité normale mais ce ne sera pas définitif. Il faut anticiper le moment où surgiront les premières difficultés qui altéreront à nouveau la mobilité.

Pas d'Internet ni de téléphone

Le premier problème remarqué par Édith Vayssières est d'abord social : c'est la solitude ! Après avoir rencontré 224 des 432 locataires de Ciliopée qui ont dépassé 70 ans, c'est ce qu'elle affirme. Elle le constate aussi bien en milieu rural que dans les villes moyennes du département.

Les problèmes financiers s'y ajoutent. Ils sont tels que certains locataires n'ont même pas le téléphone fixe. Parfois, elle doit leur rendre visite

Recrutée par un bailleur social, Édith Vayssières veille sur les locataires les plus âgés et leurs problèmes

CM111



Édith Vayssières tente de trouver des solutions adaptées aux locataires seniors. PHOTO ÉMILIE DROUINAUD

sans les avoir prévenus. Elle se souvient de cet homme, divorcé, qui vit « du côté de Fumel » avec les 300 euros par mois qui lui restent de sa maigre retraite de 900 euros quand il a payé la pension alimentaire de son ex-épouse et quand la Caisse d'allocations familiales l'a aidé à s'acquitter de son loyer.

C'est elle qui se charge, parfois, d'alerter l'assistante sociale de la commune sur un cas douloureux qui était jusqu'ici passé inaperçu. Dans ces conditions, évoquer Internet comme un moyen de s'évader de sa solitude est presque une incongruité : « En un an, je n'ai vu un ordinateur que chez un seul de nos locataires », explique-t-elle. Cette « fracture numérique » passe autant par l'âge que par le niveau des revenus, les acquis culturels ou l'isolement social.

« C'est elle qui se charge parfois d'alerter l'assistante sociale de la commune sur un cas douloureux passé inaperçu »

Édith Vayssières essaie de privilégier, partout où c'est possible, des partenariats avec des structures collectives, comme les maisons de retraite ou les « maisons de seniors ». Elle est

bien consciente que ses locataires n'ont aucune envie d'aller vivre ailleurs que chez eux - c'est même un préalable à toute discussion - mais leur participation à des activités ou des animations collectives peut contribuer à faciliter une socialisation qui s'était peu à peu évanouie, quand les liens créés par le travail s'étaient dénoués.

Vie quotidienne

Il y a aussi des problèmes pratiques à régler et qui nécessitent quelques aménagements. Le plus courant, quand on perd peu à peu souplesse et mobilité, c'est la toilette. Une de ses locataires de 82 ans qui ne pouvait plus enjambrer la baignoire, était obligée depuis onze ans de se laver tout entière à son lavabo : « Nous allons l'équiper d'une douche à l'italienne », affirme Édith Vayssières. Le service technique de Ciliopée lui a rendu vi-

site, a évalué les travaux, et des devis ont été demandés aux artisans locaux.

Des aides sont prévues pour ce type d'aménagement, mais ne couvrent pas la totalité de la facture. Très souvent de 20 à 30 % restent à la charge de l'habitant. Une différence que Ciliopée accepte de prendre à sa charge, parfois jusqu'à 100 %, quand le problème social l'exige.

Il reste à Édith encore pour un peu plus d'un an pour achever sa mission, mais elle se demande toutefois quand elle aura réellement fini : « D'ici là, de nouveaux locataires auront atteint les 70 ans et leurs problèmes de santé auront évolué », conclut-elle. Peut-être aussi Muriel Boulmier, la directrice générale de Ciliopée, exprimera-t-elle le besoin de prolonger une mission qui, manifestement, répond à un besoin connu de tous.

LE RAPPORT

HABITAT ET VIEILLISSEMENT

Le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées a publié le 22 octobre dernier un rapport intitulé « Vivre chez soi, mais vivre parmi les autres », qui est une illustration de ce que souhaite faire Ciliopée sur le terrain lot-et-garonnais. D'ailleurs, Muriel Boulmier, sa directrice générale, fait partie des personnalités que les auteurs du rapport avaient consultées.

Après avoir remarqué le vieillissement accéléré de la population française, le rapport note que le maintien à domicile reste l'aspiration du plus grand nombre des seniors.

Il préconise, notamment, de lancer « un programme national d'aide au profit des personnes âgées qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour adapter ou rénover leur logement ».